



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 12 10 2026

Flávio Bolsonaro précise ses orientations économiques, entre ajustement budgétaire et maintien des prestations sociales

Depuis le premier tour de l'élection présidentielle du 4 octobre, l'équipe économique de Flávio Bolsonaro a précisé plusieurs orientations de son programme : un ajustement budgétaire pouvant atteindre 2 % du PIB, une nouvelle règle budgétaire et une révision de la réforme de la fiscalité, qui restent toutefois à formaliser.

À l'approche du second tour, Lula multiplie les mesures de soutien économique, au prix de nouvelles tensions budgétaires

À l'approche du second tour de l'élection présidentielle, Lula multiplie les mesures de soutien aux ménages, aux étudiants et aux microentrepreneurs : aides aux carburants, désendettement et extension du Pé-de-Meia. Ces annonces, qui s'ajoutent aux engagements antérieurs, pourraient nécessiter jusqu'à 39,8 Md BRL (7,0 Md EUR) d'ajustements budgétaires en 2027.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+0,82%

L'inflation du mois de septembre en g.m., qui atteint 3,95% depuis le début d'année et 4,58% en g.a.

Source : IBGE

Réduction de la durée légale du travail : une réforme sociale aux implications économiques

Le 14 octobre 2026, le Sénat brésilien a approuvé la réforme constitutionnelle visant à mettre fin à la semaine de travail de 6 jours, ramenée à 5 jours, et à réduire la durée maximale légale du travail de 44 à 40 heures hebdomadaires, sans baisse de salaire. Cette mesure constitue une avancée sociale majeure, mais soulève des enjeux économiques importants.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,3%	+21,7%	205 297
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+3,1%	-7,7%	112
Taux de change USD/BRL	+1,2%	-2,1%	5,07
Taux de change €/BRL	+1,4%	-4,4%	5,69

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Flávio Bolsonaro précise ses orientations économiques, entre ajustement budgétaire et maintien des prestations sociales

Un ajustement budgétaire initial pouvant atteindre 250 Md BRL (45 Md EUR, soit environ 2 % du PIB) serait à l'étude au sein de l'équipe économique de Flávio Bolsonaro. Il reposerait principalement sur la maîtrise des dépenses fédérales obligatoires. Parmi les mesures envisagées figurerait la dissociation de la revalorisation des pensions du régime général de sécurité sociale (RGPS) et du Benefício de Prestação Continuada (BPC) par rapport aux hausses réelles du salaire minimum.

L'équipe envisagerait également de supprimer les mécanismes constitutionnels d'indexation des dépenses minimales de santé et d'éducation sur les recettes fiscales, pour leur substituer une revalorisation fondée sur l'inflation. Ces mesures pourraient être regroupées dans une vaste proposition d'amendement constitutionnel (« Super PEC »), présentée au Congrès durant une éventuelle transition présidentielle.

Il existe toutefois un décalage entre les annonces récentes de l'équipe de campagne et les déclarations de Flavio Bolsonaro, qui a pris ses distances avec

certaines mesures sensibles politiquement. Le 8 octobre, il s'est par exemple engagé à maintenir la revalorisation des retraites au-delà de l'inflation et a également rejeté l'idée de supprimer les planchers constitutionnels de dépenses de santé et d'éducation. Adolfo Sachsida, membre de la coordination économique de la campagne, a privilégié dans ses déclarations la réduction des dépenses administratives, des rémunérations excessives et du nombre de ministères. Il a également écarté la privatisation de Petrobras, Banco do Brasil et Caixa Econômica Federal, réduisant le périmètre des réformes susceptibles de contribuer à l'assainissement budgétaire. Ces annonces successives rendent difficilement lisibles les mesures d'économies concrètement envisagées par le candidat, ainsi que leurs conséquences potentielles sur les politiques sociales.

Sur le plan fiscal, le candidat a confirmé son intention de supprimer le mécanisme de paiement fractionné (*split payment*) prévu dans la réforme de la fiscalité sur la consommation. Ce dispositif, dont l'introduction facultative est prévue à partir du second semestre 2027, permettrait de prélever automatiquement les taxes au moment du règlement. Critiqué par Daniella Marques, coordinatrice économique de la campagne, pour ses effets potentiels sur la trésorerie des entreprises, il constitue également un instrument de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Enfin, l'équipe économique du candidat travaille à une nouvelle règle budgétaire visant à stabiliser le ratio dette/PIB, en remplacement du cadre adopté en 2023 (*arcabouço fiscal*). Déjà évoqué avant le premier tour, ce

dispositif conditionnerait la croissance autorisée des dépenses fédérales au niveau d'endettement public. Plus celui-ci serait élevé, plus la progression des dépenses serait contrainte. Certains scénarios envisagent même un gel des dépenses en termes réels au-delà d'un seuil de dette, sans qu'aucun paramètre définitif ait été arrêté.

À l'approche du second tour, Lula multiplie les mesures de soutien économique, au prix de nouvelles tensions budgétaires

Le gouvernement a prolongé de 30 jours l'exonération des taxes fédérales sur l'essence, portant l'allègement fiscal de 0,63 à 0,89 BRL par litre d'essence pure. La défiscalisation de l'éthanol a également été prolongée, tandis que les subventions aux producteurs ont été relevées de 0,25 à 0,43 BRL par litre. Enfin, une aide supplémentaire de 1,40 BRL par litre a été accordée aux importateurs de diesel, en complément des 2,12 BRL déjà en vigueur. Le coût total de ces nouvelles mesures est estimé à 5,2 Md BRL (919 M EUR) sur 30 jours, dont 3,6 Md BRL (636 M EUR) pour l'essence et l'éthanol, que l'exécutif entend compenser par les recettes pétrolières supplémentaires.

Le second volet cible les microentrepreneurs individuels (MEI), qui représentent environ 17,6 millions d'entrepreneurs enregistrés. Le programme « Prospera MEI » prévoit l'effacement intégral de 12,6 Md BRL (2,23 Md EUR) de dettes fiscales envers

l'Etat fédéral brésilien, au bénéfice potentiel de 3,6 millions de microentrepreneurs. Cette annulation entrerait en vigueur au 1er janvier 2027, sous réserve du paiement régulier des cotisations pendant les six mois suivants. Son incidence budgétaire effective serait toutefois inférieure au montant nominal annulé, le Parquet général du Trésor public (PGFN) considérant une grande partie de ces créances comme difficilement recouvrables. Le projet doit désormais être examiné par le Sénat.

En parallèle, Lula a annoncé la création du « PixMEI », un dispositif de subventions directes pouvant atteindre 5 000 BRL (884 EUR) par bénéficiaire, sans obligation de remboursement. Destinée à financer des investissements productifs, cette aide pourrait bénéficier à un million de microentrepreneurs sur quatre ans, pour une enveloppe maximale de 5 Md BRL (884 M EUR). Les critères d'éligibilité et le calendrier de déploiement restent néanmoins à préciser. Le programme comprend également une déclinaison du Desenrola 3.0 visant le rachat par l'État de portefeuilles de créances bancaires des MEI, représentant jusqu'à 6 Md BRL (1,06 Md EUR) de valeur nominale, moyennant une décote minimale de 90 % consentie par les établissements financiers

Enfin, le gouvernement a annoncé le 13 octobre son intention d'étendre le programme de soutien à la scolarité Pé-de-Meia aux étudiants des universités publiques et aux bénéficiaires du Programme Université pour tous (Prouni). Le dispositif envisagé prévoit

le versement de 700 BRL (124 EUR) par mois pendant dix mois, ainsi qu'un dépôt annuel de 2 500 BRL (442 EUR), constituant une épargne de 10 000 BRL (1 768 EUR) au terme d'un cursus de quatre ans. Son coût annuel est estimé à 4,6 Md BRL (813 M EUR), qui seraient financés par le Fonds social du pétrole.

Les annonces et engagements pris par Lula durant la campagne nécessiteraient jusqu'à 39,8 Md BRL (7,0 Md EUR) d'ajustements au projet de budget 2027, dont 33,55 Md BRL (5,93 Md EUR) de dépenses à intégrer et 6,27 Md BRL (1,11 Md EUR) de pertes de recettes à compenser. Ce montant comprend notamment la revalorisation de 15,04 % du Bolsa Família (22,7 Md BRL), le Desenrola 3.0 destiné aux ménages (5 Md BRL en 2027), ainsi que l'extension du Pé-de-Meia et le PixMEI.

Étude Économique & financière

Réduction de la durée légitale du travail : une réforme sociale aux implications économiques

Le Sénat brésilien a approuvé la proposition d'amendement constitutionnel (PEC 221/2019) visant à mettre fin au régime de travail dit « 6x1 », dans lequel les salariés travaillent six jours pour un jour de repos. Le texte avait été adopté par la Chambre des députés le 27 mai. Le

Sénat n'ayant pas modifié le texte, celui-ci doit désormais être promulgué par le Congrès national. Portée par le gouvernement Lula et les partis de gauche, la réforme a finalement bénéficié d'un soutien transpartisan. Le Parti libéral (PL) de F. Bolsonaro, initialement opposé au texte à la Chambre, a soutenu son adoption au Sénat à l'approche du second tour de l'élection présidentielle, alors que la mesure bénéficie d'un large soutien de l'opinion publique (71 % des brésiliens favorables selon une enquête Datafolha publiée en mars 2026).

La réforme prévoit de réduire la durée maximale légale du travail de 44 à 40 heures par semaine, sans diminution de salaire. Elle instaurera deux jours de repos rémunérés par semaine, selon un rythme de cinq jours travaillés pour deux jours de repos. La mise en œuvre sera progressive : 60 jours après la promulgation, la durée maximale sera ramenée à 42 heures hebdomadaires, puis à 40 heures douze mois plus tard, soit une transition totale d'environ 14 mois. Selon le ministère du Travail, 14,8 millions de salariés formels travaillent actuellement selon le régime « 6x1 » et seraient directement concernés par la réforme. À plus long terme, l'estimation du DIEESE (Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos) porte à 26,8 millions le nombre de travailleurs susceptibles de bénéficier de la réduction du temps de travail, dont 22 millions de salariés formels — soit 54 % des salariés déclarés — et 4,8 millions de travailleurs informels.

La réforme devrait augmenter le coût horaire du travail pour les employeurs concernés, dans la mesure où le maintien des salaires s'accompagne d'une réduction du temps de travail.

Les secteurs du transport aérien, de l'hébergement, de la restauration et du commerce, où le régime « 6x1 » est particulièrement répandu, pourraient être les plus directement affectés. Les entreprises pourraient devoir recruter pour maintenir leurs horaires d'ouverture et leur niveau de production. Les effets pourraient se traduire par une hausse des coûts de production et par une augmentation des prix, une réduction des marges ou un ralentissement des embauches. Les représentants du patronat mettent en avant un risque d'accroissement de l'informalité. À l'inverse, les partisans de la réforme soulignent les gains potentiels en matière de santé, de bien-être et de productivité des salariés, ainsi que le soutien à la consommation permis par le maintien des rémunérations.

La réforme pourrait exercer une pression sur les finances publiques au niveau municipal. Selon une estimation de la Frente Nacional de Prefeitas e Prefeitos (FNP), la réduction de la durée du travail à 40 heures hebdomadaires pourrait représenter jusqu'à 34,7 Md BRL de dépenses supplémentaires par an pour les municipalités (dont 20,4 Md BRL liés aux contrats de sous-traitance, 9 Md BRL de dépenses supplémentaires de

personnel et de partenariats dans le secteur de la santé et 5,3 Md BRL de surcoûts pour les travaux publics). Les effets pourraient être sensibles pour les services publics fonctionnant en continu, tels que les hôpitaux, le nettoyage urbain, la collecte des déchets et la sécurité scolaire. Le maintien du niveau de service pourrait nécessiter des recrutements supplémentaires ou une renégociation des contrats externalisés.

À enveloppe budgétaire constante, ces dépenses additionnelles risqueraient de réduire les marges disponibles pour d'autres politiques publiques, notamment l'investissement dans les infrastructures, la santé et l'éducation.

À l'échelle fédérale, l'effet net sur les finances publiques demeure incertain. Une éventuelle hausse des prix ou des créations d'emplois moins dynamiques pourraient peser sur les recettes fiscales et les cotisations sociales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr